

Agenda 21 de Saint-Brieuc Agglomération



**Fiche diagnostic
communale
« développement
durable »**



Ploufragan



**1/ les chiffres clés du territoire
2/ le fonctionnement des services
3/ actions et développement durable**

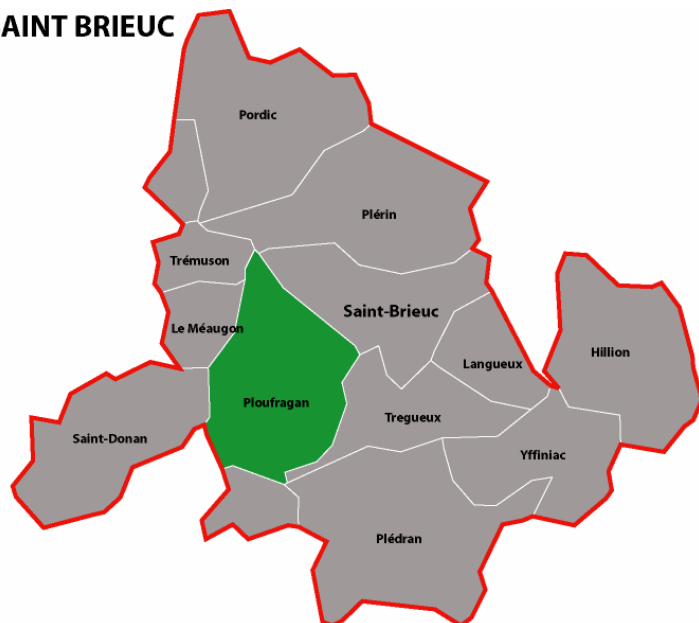


1 - Les chiffres clés du territoire

C.A. SAINT BRIEUC

Superficie 27 km²

Moyenne des communes de l'agglomération :
18,04 km²



Quelle mobilité des habitants ?

	Ploufragan	Agglomération
Nombre de déplacement par jour et par habitant en 2004	3,2	3,1
Nombre de voiture par ménage en 2004	1,6	1,6

Qui sont les habitants de la commune ?

	Ploufragan en 2006	Moyenne de l'agglomération en 2006
Nombre d'habitant	10935	7960
Densité démographique	404,1 Hab. /Km ²	441,2 Hab. /Km ²
Part des jeunes (-de 15 ans) dans la population	20,71%	17,70%
Part des 60 ans et plus	21,45%	22,90%

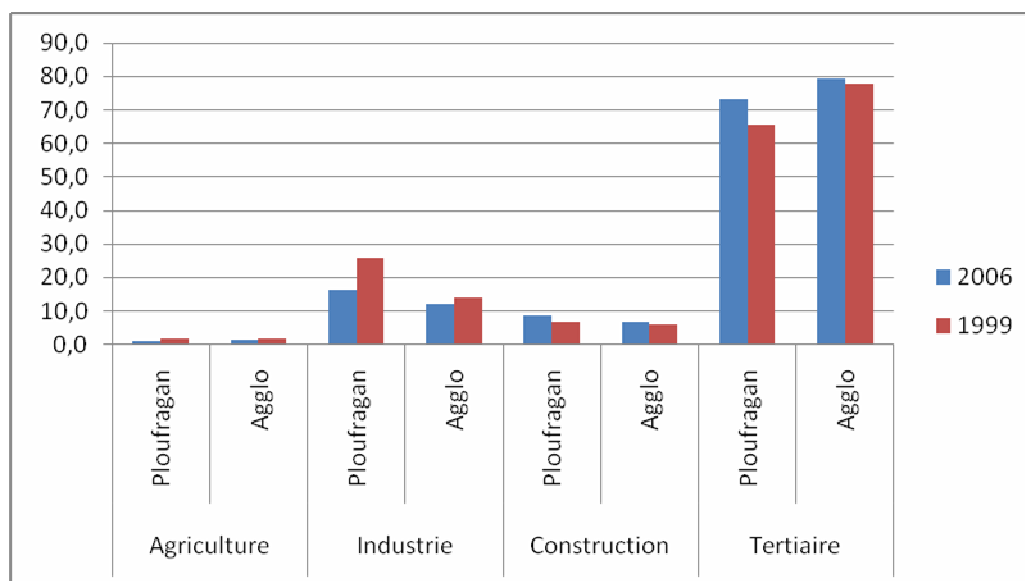
- Densité :
(78,9 hab. /km² dans les Côtes d'Armor, 208 hab. /km² au niveau national)

Dans quels secteurs d'activité travaillent les actifs ?

Répartition des emplois au lieu de travail en %								
Agriculture		Industrie		Construction		Tertiaire		
	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo
2006	1,3	1,6	16,6	12,1	8,7	7,0	73,4	79,3

1999	1,7	1,8	25,9	14,0	6,8	6,3	65,5	78,0
------	-----	-----	------	------	-----	-----	------	------

Insee



	Ploufragan	Agglo
Part des chômeurs parmi les actifs de 15 à 64 ans en 2006	9,5	9,7
Part des chômeurs parmi les actifs de 15 à 64 ans en 1999	10,9	11,6

Comment se logent les habitants ?

	Logements		Résidences principales		Résidences secondaires		Logements vacants		Maisons		App
	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo	Ploufragan	Agglo	Ploufragan
Evolution du nombre de logements entre 1999 et 2006	387	4715	429,6	4922,2	-46,4	-228,1	3,3	21,4	237,8	3063,6	25
% d'augmentation du nombre de logements entre 1999 et 2006	9,0	9,4	10,6	10,9	-66,2	-12,3	2,1	0,7	6,8	9,5	3

Pourcentage de logements sociaux en 2006	Ploufragan	Agglo	France
	18,00%	14%	18,60%

Insee

Quelles richesses locales, quelles activités ?

	Ploufragan	Agglo
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2007	537	811
Part de l'industrie en %	6,70%	6,64%
Part de la construction en %	16,95%	11,06%
Part du commerce en %	17,50%	22,34%
Part des services en %	58,85%	59,96%
Part des établissements de 1 à 9 salariés en %	39,66%	37,79%
Part des établissements de 20 à 49 salariés en %	5,03%	4,14%

Sources : Insee, Recensements de la population

2 – Le fonctionnement des services



Pilotage de la politique territoriale de développement durable

Pilotage politique			
	Délibération d'engagement dans la démarche d'Agenda21	Non	
	Un élu au développement durable	Oui Un adjoint au maire délégué au DD	
	Sensibilisation des élus	Oui L'équipe municipale est globalement sensibilisée. Il existe un certain nombre de commissions, on notera l'existence d'une commission Environnement et Développement durable. Aucune formation à destination de l'ensemble de l'équipe municipale n'a été réalisée. RQ : SBA a organisé en octobre des séances de formation	
Pilotage technique			
	Identification d'un cadre, chargé de mission, chef de service en charge du développement durable	Pas de service spécifique DD, mais un agent référent	
Eléments de méthode			
	Transversalité, démarche d'amélioration continue	non	
	Suivi	non	
	Reporting	non	
Degré actuel de prise en compte	Faible	Moyenne	Forte
Objectif : <i>Mettre sur place une organisation interne spécifique pour piloter l'ensemble des actions relevant du développement durable : identification d'une personne en interne, élaboration d'outils favorisant le reporting et la circulation transversale des informations.</i>			



L'intégration de la municipalité à des réseaux d'acteurs

Association Bruded (réseau breton)	Oui		
Réseau thématique (de type villes-cyclables...)	Non		
Réseau international	Non		
Réponse au baromètre du développement durable de Cohérence	Oui		
Participation au réseau DD communautaire (présence aux deux premières réunions)	Oui		
Partenariats avec d'autres territoires Solidarité internationale	Non		
Autres	-		
Degré actuel de prise en compte	Faible	Moyenne	Forte

Objectif :

La participation de la municipalité à des réseaux à dimension internationale et solidaire pourrait améliorer le bilan. Le soutien et le financement d'une association œuvrant dans ce domaine pourrait être engagé et venir renforcer le soutien important que la municipalité accorde au tissu associatif local.



Les relations de la municipalité avec ses citoyens

Pilotage		
	Direction de la démocratie participative	Existence d'une commission Communication et démocratie locale
Informations disponibles/accessibles		
	Site internet	Oui RQ : pas accessible aux handicapés ????
	Journal/ bulletin municipal	Oui La Gazette, mensuel + archivage sur le site internet
	Accessibilité des délibérations	
	Autres	Panneau lumineux, programmes culturels, affiches, relations presse, distribution de flyers Présentation des projets d'aménagement aux riverains concernés, Réunions d'information et d'échanges thématiques (transport, ...) Rencontre des associations à diverses occasions (calendrier des fêtes, utilisation des équipements sportifs, préparation de la semaine du DD, Carnaval, semaine Bleue, Téléthon...) Analyse des besoins sociaux (jeunes, personnes âgées, ménages pauvres). Rq La commune organise des journées d'accueil des nouveaux arrivants (habitants, commerçants) + distribution des cartes électorales aux jeunes
Actions de sensibilisation		
	Programme d'éducation à l'écocitoyenneté	Organisation depuis 7 ans d'une université d'été, gratuite pour le grand public, cette année cet événement a porté sur le thème du DD Visites sur le terrain, Chantiers de nettoyage de rivières, nettoyage de printemps dans les quartiers Conférences et stands d'info, Ateliers d'enfants Expositions Jardin pédagogique pour les enfants du CLSH En préparation : guide sur les éco-gestes
	Participation à des événements « DD » (participation à la semaine du DD,...)	Organisation de trois semaines du DD ces trois dernières années Manque de moyens humains souligné pour pérenniser ou donner de l'ampleur à ces projets : cette année un stagiaire en BTS communication en alternance suit ce projet pendant 4 mois (2 jours par semaine)
	Avec les entreprises	La Ville ne mène pas d'actions sur la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises. Or il existe un certain nombre d'entreprises « exemplaires » à un titre ou un autre sur le territoire communal (zone des Châtelets, Zoopôle notamment) - Le Gall : récupération de métaux,... - Entreprises de récupération de DIS (Véolia,...) - SMICTOM (déchèterie, compostage,...) - Générés (Tri des emballages) - Chambre des métiers : Bâtipole (exposition sur

		l'habitat durable, formation pour les artisans et les habitants)	
	Associations investies sur les thématiques DD Relations avec les associations	Il existe un élu en charge de la vie associative Existence d'un forum annuel des associations Le tissu associatif local est très développé, les associations œuvrant dans les thématiques liées au développement durable sont nombreuses. Ainsi, par exemple : Les Biaux jardins, les associations du 3 ^{ème} âge (événements intergénérationnels), les associations caritatives, une association qui travaille avec les enfants sur un projet Nord/Sud, les associations sportives	
Participation des citoyens au débat public			
	Charte de la démocratie locale	Non	
	Conseil communal d'enfants/ de jeunes/ d'ainés	Non	
	Conseil de quartier	Non	
	Pratiques de concertation de la population	Des visites de quartier sont organisées, mais il n'existe pas de pratique de concertation ou de consultations publiques régulières	
	Instances consultatives spécifiquement dédiées au « DD »	Non	
	Autres	Existence de commissions extra communales Organisation de temps d'échanges avec la population / au projet du centre social et des actions qui en découlent (actions parentalité, santé, emploi, cadre de vie...) sous forme de réunions. Nombre de personnes concernés : une centaine	
Certifications			
	Qualiville	Non	
	Charte Marianne	Non	
	Certifications « qualité » de bâtiments, services publics de type ISO9001, QSE, etc.	Non	
Degré actuel de prise en compte	Faible	Moyenne	Forte
Objectif :			
<p><i>Les canaux d'information des actions et politiques municipales en direction de la société civile sont nombreux. Pour aller plus loin que la sensibilisation, la commune pourrait davantage s'investir dans des dispositifs d'incitation.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>par ex : inciter les entreprises à mettre en place des systèmes de management environnemental, ou autres actions en direction du tissu économique par exemple avec l'appui d'Exceltys, dont la mission est d'accompagner les entreprises dans leurs démarches de développement durable.</i> - <i>promouvoir l'espace info-énergie afin d'inciter les particuliers à réaliser des diagnostics énergétiques.</i> - <i>La Ville pourrait également formaliser ses relations avec les personnes handicapées en développant des outils d'information accessible (site internet) et en éditant, par exemple, un guide répertoriant les interlocuteurs disponibles, les droits, les services d'aide à la vie quotidienne – maintien à domicile, logement adapté, déplacements-, l'accès aux loisirs, les associations par exemple.</i> <p><i>Les pratiques de concertation sont encore peu développées alors que les relations avec la société civile sont nombreuses. Un approfondissement de la dimension « gouvernance participative » paraît souhaitable. Pour aller plus, la municipalité pourrait notamment créer et animer des conseils de quartier,</i></p>			

Une mairie exemplaire



Ressources humaines		
	Parité Hommes femmes	La parité est respectée pour les élus (obligation du fait du nombre d'habitants de la commune) mais pas d'infos pour les employés
	Personnel en situation de handicap - Respect de la réglementation	Il y a 6% de salariés handicapés à la mairie. Par ailleurs la commune fait appel à des associations d'insertion pour des travaux réguliers sur la commune : entretien des chemins, désherbage alternatif, repas communal (Brigades Vertes, Ateliers Briochins, ...) RQ : accessibilité des bâtiments : Ascenseurs dans les bâtiments à étages, rampes handicapés, pose de porte automatique au centre culturel et à la mairie RQ : existence d'une commission handicap depuis peu
	Sensibilisation des agents	Les agents des espaces verts ont participé à des échanges et des formations sur la gestion différenciée des espaces verts, le développement durable, la gestion de l'eau. Cependant, aucun programme de formation au développement durable pour l'ensemble des agents : cela est prévu dans le cadre du plan de formation 2010 – 2012 (gestion des déchets, gestion durable des espaces boisés, approche écologique du fleurissement des villes, application raisonnée des produits phytosanitaires,...)
Commandes et achats publics		
	Critères environnementaux	Plusieurs produits sont aujourd'hui concernés par la politique d'achats durables de la Ville de Ploufragan : <ul style="list-style-type: none"> - Produits d'entretien : produits vaisselles, laves vitres et lessives sont des produits verts ; Le papier toilette est du papier recyclé ; - Consommables bureau : les cartouches d'encre sont recyclées, le papier est en partie réutilisé comme brouillon, mais pas de pratique mise en place ; Le papier pour les photocopieurs est à gestion durable des forêts. - Utilisation de papier recyclé pour la réalisation de la gazette et de la plaquette pour la semaine du développement durable. - Parc véhicule : achat d'un véhicule électrique pour l'entretien des espaces verts, deux véhicules qui roulent au gaz.
	Critères sociaux	Pour certains marchés, par exemple dans le marché multi accueil 4 lots sont concernés par la clause d'insertion.
	Formalisation de la démarche	Incitation aux achats responsables mais pas de stratégie définie
Economies de papier		
	Efforts d'économie de papiers à la source et tri en aval, recyclage/tri dans bureaux et sensibilisation	Tri dans les services (2 poubelles) et aux services techniques (en 2009 : mise en place de différents contenants au centre technique municipal avec un système de suivi des déchets). L'utilisation de papier augmente depuis 2004 en termes de budget : 2005 : budget de 7 175, 06 euros / 2008 : budget de 9 419, 99 euros RQ : pas de comptabilité analytique qui permet de distinguer les consommations de papier commandées avec les fournitures scolaires ou de bureau.
Consommation de fluides dans les bâtiments municipaux		
	Suivi régulier et évolution des consommations	Un agent est chargé de suivre les consommations d'électricité, de gaz, ... Mais il n'y a pas d'exploitation réelle de ces données. La commune envisage d'investir dans un logiciel de

		gestion des consommations : Energie Territoria. Un diagnostic de performance énergétique des bâtiments supérieurs à 1000m ² a été réalisé en 2008. D'importants travaux sont réalisés sur le bâti existant. Par ailleurs, un bâtiment sportif va bénéficier d'un diagnostic énergétique plus approfondi par un thermicien de l'agglomération. Une somme a été budgétée sur le mandat pour réaliser des travaux sur ce bâti.	
	Actions visant à réduire les consommations de fluides	Installation de lampes à économie d'énergie dans les services Récupération des eaux de pluies pour les sanitaires publics. Projet en cours pour le lavage des véhicules Diagnostic sur les bâtiments communaux en 2006. Programme de travaux d'amélioration de la performance énergétique sur les bâtiments communaux Réduction notable de l'éclairage public (- 20%) après une analyse des secteurs en permanent et semi permanent.	Oui
	Réalisation d'un bilan carbone		Non
	Sensibilisation des usagers	En projet : réalisation d'un guide Eco-gestes Les services sont sensibilisés, mais il manque d'actions concrètes	Oui
Transport			
	Limitation des déplacements	Lorsque des réunions ont lieu à l'extérieur, les agents ou élus sont incités à faire du covoiturage. La police municipale se déplace à vélo.	
Degré actuel de prise en compte		Faible	Moyenne +
<p>Objectif : <i>La réalisation d'une charte des éco-gestes réalisée avec les agents (réseau DD dans les services) et mise à disposition des habitants, ainsi que l'élaboration d'indicateurs de suivi mensuels ou trimestriels pourraient être entrepris, en lien avec l'agglomération.</i> <i>La démarche interne en termes d'achats responsables reste à formaliser en lien avec SBA.</i></p>			

3 – Prise en compte du développement durable dans les politiques

Méthode de lecture

Les 5 finalités d'une stratégie de DD selon le MEEDDAT

F1: Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

F2: Préservation de la biodiversité et protection des milieux et ressources

F3: Epanouissement de tous les êtres humains

F4: Cohésion sociale et solidarité entre générations et entre territoires

F5: Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsable

Degré d'aboutissement des actions

- ▲ : Action non identifiée
- ▲ : Action initiée ou en projet
- ▲ : Réalisation partielle
- ▲ : Réalisation
- ▲ : Volontarisme, Exemplarité

Finalités poursuivies par champ d'action

X : finalité prioritaire

x : finalité supplémentaire

La couleur de la croix identifie la finalité.

Dans ce cas-ci, la grande croix jaune signifie que le champ d'action concerne en priorité la finalité 3 et la petite croix violette que l'action participe par ailleurs à la réalisation de la finalité 5.

THEMATIQUES	Champ d'action	Degré d'accomplissement					POLITIQUES & ACTIONS	CONCORDANCE aux 5 FINALITES du MEEDDM				
		action non identifiée	initiée / en projet	réalisation partielle	réalisation	volontarisme, exemplarité		Actions réalisées	F1	F2	F3	F4
ENVIRONNEMENT	Entretien des espaces verts				▲		<p><u>Espaces verts communaux</u> : 57.ha en 2008, 59.ha en 2009.</p> <p><u>Une baisse des produits de traitement</u> : (pas de plan de gestion formalisé mais application sur le terrain).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminution de 3,5 en 3 ans de l'utilisation de produits de traitement par le service espaces verts - Diminution notable de l'utilisation des produits phyto par le recours au paillage (achat d'un broyeur de végétaux en 2008), au désherbage thermique, achat d'un <u>désherbeur mécanique</u> <p>= Baisse significative de l'usage de désherbant (pour circulation piétonne, pour terrain de football, pour l'entretien des massifs d'arbustes, du <u>glyphosate</u>) : de 2007 : 185 litres, à 2009 : 50 litres (0 phyto mise à part pour le cimetière et certains terrains de football).</p> <p><u>Application du principe de gestion différenciée</u> (pas de plan de gestion formalisé) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formations ; -Trois espaces différenciés par type (Vallée, centre ville, terrain de sports). <p>Jardin pédagogique pour les enfants du CLSH</p>	X	X		X	
	Biodiversité			▲			<p>POS en cours de révision, actuellement les <u>zones de biodiversités sont en cours de repérage</u>.</p> <p>La vallée du <u>Goëlo</u> est aménagée sur environ 5 km et passe en centre de la ville. Une trame verte est inscrite au PADD (vallée du <u>Gouët</u> et la vallée du <u>Goëlo</u> inscrites dans le SCOT).</p> <p>Le PLU en révision a permis un gros travail de <u>recensement des haies et talus</u> pour les protéger.</p> <p>Le PLU <u>protège aussi les zones humides</u> (le POS était peu efficace là-dessus).</p> <p>Pas d'<u>inventaire</u> récent et détaillé (faune flore) des milieux naturels et des corridors écologiques (terrestres, maritimes et côtiers)</p>		X			

Réduction des déchets					▲	- Système de collecte de tri sélectif en porte à porte (verre, emballages, et autres: compétence SBA) et présence d'une déchetterie sur la commune - La commune, en collaboration avec le SMICTOM, distribue des composteurs individuels à prix réduit (15 €) : depuis 2003, la commune a vendu 740 composteurs, ce qui représente un taux d'équipement d'environ 17% des logements individuels pour un objectif de départ de 10% - Mise en place en octobre 2009 par la commune d'une expérience de compostage collectif dans le quartier de l'Iroise.		X			
Qualité de l'assainissement		▲				Schéma d'assainissement et d'eaux pluviales: le <u>diag</u> est en cours.		X	X		
Actions sur la qualité de l'eau					▲	Pour l'année 2008 : Volume mis en distribution 546.622.m3 Volume total facturé 475.046.m3 Pas de cas avéré d'eau distribuée non conforme. Mise en place des périmètres de protection des captages naturels Pas de véritable politique de développement du linéaire bocager sur le territoire, mais travail de recensement des haies et des talus.		X	X		X
Réduction des nuisances					▲	Une entreprise désaffectée (site orphelin) présente une pollution des sols assez importante : les Savonnerie Renaud. Un diagnostic a été réalisé par les services de l'Etat en lien avec l'ADEME. Une dépollution de surface a été réalisée il y a quelques années. Une dépollution complète des sols à finaliser en lien avec l'Etat.		X	X		X
<p>Une prise en compte croissante de la dimension écologique dans la gestion des espaces verts. Le recensement précis des actions menées par le service des espaces verts pourrait être engagé dans un guide de type "la mairie s'engage au quotidien".</p> <p>En revanche, 3 marges de progrès pour l'environnement communal: 1) renforcer la prise en compte de la biodiversité 2) Elaborer un plan de désherbage revenant sur le repérage, le classement et le diagnostic des zones traitées, avec évaluation des risques pour les ressources en eau pourrait être réalisé. + actions à mener avec la chambre d'agriculture pour favoriser la conversion des surfaces agricoles (aujourd'hui pas de surfaces biologiques sur la commune) 3) Construire une action reprenant le cycle de l'eau : - Limiter la consommation de la ressource eau : efforts pour limiter la consommation d'eau pour l'arrosage et récupération des eaux pluviales, - Favoriser les revêtements perméables.</p>											

AMENAGEMENT	Accessibilité en modes doux et transport en commun			▲		<p>Le réseau de bus (TUB) permet de desservir toutes les 12 mn le centre ville et les quartiers les plus denses, les quartiers périphériques bénéficiant d'une moindre fréquence. + réseau TIBUS géré par le Conseil Général (Zooopôle...). + TAXITUB géré par SBA pour les autres quartiers La commune cherche par ailleurs à développer l'usage des transports en commun en favorisant l'intermodalité :</p> <p>1- des parkings de covoiturage prévus aux abords de la nouvelle rocade; 2- Une étude en cours (CG) pour la réhabilitation de la ligne de chemin de fer reliant le Légué (St Brieuc) à St Julien (ou plus) en passant par Ploufragan (centre ville, Zooopôle, Campus de l'Artisanat et des Métiers, ZI des Châtelets,...) : Tram - train</p> <p>Des actions ponctuelles visant à favoriser le développement des circulations douces :</p> <p>- Des travaux effectués lors de la réfection de certaines voiries (rue de Croix, rue du Goëlo,...) et dans les quartiers lors d'aménagement de sécurité à la demande des riverains (cheminements piétons : Poterie, Les Mottes, St Barthélémy,...) - Mais des aménagements limités : seulement 2000 mètres de bandes cyclables et 350 mètres de pistes cyclables. Le projet de réalisation d'un diagnostic "liaisons douces" avec propositions d'aménagement, qui permettra de compléter le schéma de l'agglomération, paraît souhaitable.</p>	X	x			
	Actions pour la qualité de l'habitat			▲		<p>-Absence de cahiers des charges "développement durable" (déchets, eau, énergie, biodiversité) lors des chantiers de construction/démolition ou d'aménagements urbains. -Une étude AEU va être lancée dans le secteur « rue des Croix » et un projet HQE sur la ZAC des Plaines Villes avec le bâtiment de la CAF. -Un groupe de travail portant sur les démarches AEU, habitat, énergie va être organisé</p>	X		X	x	
	Accès aux services					<p>Bâtiments sportifs : Salles de sport et terrains sportifs près du collège dans un rayon de moins d'1. km du centre ville Piscine à environ 3 km du centre. Offre de service : 8 médecins, 4 cabinets d'infirmières, 17 assistantes maternelles, Mesures en faveur du maintien des commerces de proximité</p>	x		X	X	x

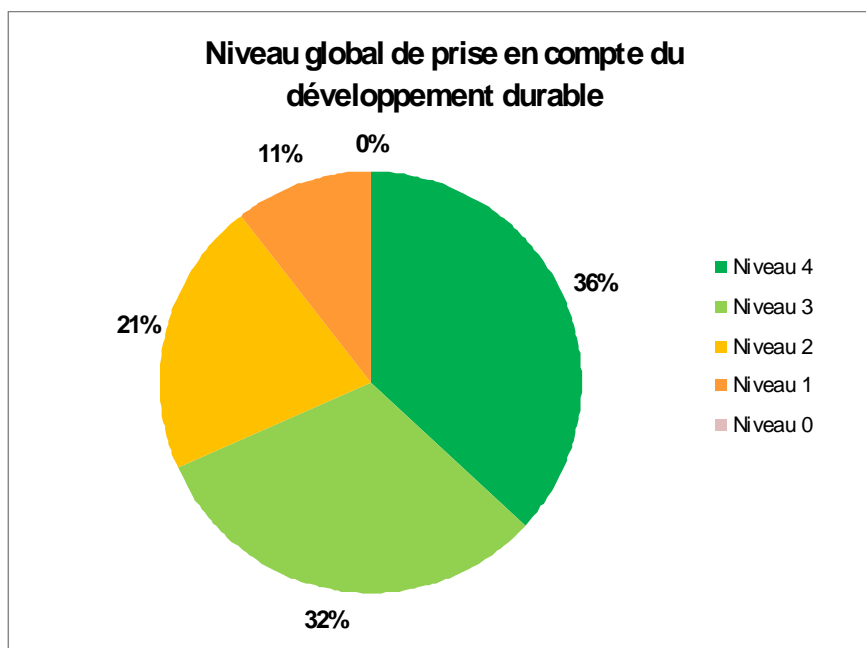
	<p>Niveau de maîtrise de la planification</p>					▲	<p>Evolution des surfaces imperméabilisées sur la commune de 2000 à 2007 : 89,9 ha, soit une évolution de 24,26 %. Les zones d'activités existantes couvrent une surface 2.891.027.m² ; Les zones d'habitat représentent une surface de 4.245.399.m². La commune dispose d'un Plan d'Occupation des Sols datant du 27 février 2001 et est actuellement en phase d'élaboration d'un Plan Local d'urbanisme. Besoins estimés à 220-225 logements d'ici à 2020 (y compris les Plaines Villes). Potentiel restant en termes de surface à <u>artificialiser</u> : 4.Ha en zone urbaine et de 35.Ha en zone à urbaniser (7.238.319.m² de surface ouverte à l'urbanisation). Dans un souci de <u>redensification</u>, il est prévu une moyenne de 25 logements par hectares (cf PADD). Efforts de densification : 4 opérations de lotissement ont été récemment lancées et toutes se situent à moins de 1.Km du bourg. Il s'agit de la résidence « <u>Formorel</u> » (17 logements), la résidence « <u>Petite Nôé</u> » (33 logements : 21 individuels et 12 collectifs), la résidence « <u>Fontaine Morin</u> » (48 lots individuels à usage d'habitation, de services ou de commerces ; 1 lot pour habitat collectif ; 2 lots voués à la construction de logements aidés sous forme de collectifs et de maisons de ville) et du « <u>hameau de la Chouannerie</u> » (8 logements). Un projet de requalification urbaine du quartier de l'Iroise et du centre-ville à l'étude.</p>	X	X			X
<p>Si des efforts sont faits en matière de développement des modes doux de transports, une marge de progrès importante existe encore, notamment en termes de développement de circulations douces : peu de zones tertiaires, pas de pistes cyclables sécurisées, pas de pedibus ni de <u>velobus</u>...</p>												
<p>SOLIDARITE engagements sociaux</p>	<p>Actions vers les personnes âgées</p>					▲	<p><u>Structure et offres proposées</u> : 1 EPAHD, Actions des services du CCAS : Service d'aide à domicile (septembre 2009 : service prestataire : 118 bénéficiaires, service mandataire : 50 bénéficiaires), Portage de repas (36 bénéficiaires) Possibilités de déjeuner à l'EHPAD pour les personnes âgées extérieures (demi-pension) et de participer à certaines animations de l'établissement. <u>Actions intergénérationnelles développées</u> : - pendant la "semaine bleue" (l'action se déroule sur l'année et est mis en lumière durant une dizaine de jours en octobre). - lors de l'organisation du carnaval (préparation entre les associations, le centre de loisirs, le CCAS, l'EHPAD)</p>			X	X	X

					▲	<p><u>Offre locale</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crèche familiale (50 places) et halte-garderie (12 à 15 places). - Construction d'un multi-accueil - petite enfance pour remplacer celui existant en centre ville. Participation financière des parents calculée en fonction de leurs ressources Programme de réussite éducative (actions collectives du CCAS ou de d'autres services de la ville et suivis individualisés) depuis 2005 Actions en direction des enfants de 3 à 17 ans (Accueil périscolaire, restauration, Centre de loisirs, Local jeunes, PJJ) Espace Rencontre : Actions proposées par le centre social aux enfants pendant les vacances scolaires et le mercredi après-midi (actions parents-enfants, sorties familiales, actions enfants), actions ponctuelles jeunesse en partenariat avec le Pollen, le centre culturel et le collège. <u>Médiathèque</u> : Prêt de documents (livres, revues, films (vidéos, DVD), cédéroms, musique CD), avec gratuité pour les Ploufrançais de moins de 18 ans et les étudiants, Libre accès aux services de la médiathèque : utilisation gratuite du multimédia (cédéroms, internet, bureautique) ; écoute sur place de musique ; lecture sur place Animations régulières et programmation d'animations : expositions, rencontres avec des auteurs pour la jeunesse, jeu quizz musical, ateliers multimédia, participation au Salon du Livre de la jeunesse de Ploufragan Partenariats divers avec Service Enfance jeunesse, Espace rencontre, Centre Culturel, Local jeunes, point d'information jeunesse, centre de loisirs 12-17 ans 				X	x	
						<p>▲</p> <p>Au 1er janvier 2009, la commune possédait sur son territoire 845 logements sociaux sur 4464 logements, soit une part de 18.9%, tous sont en locatif (PADD p2). En 2005, les logements étaient occupés à 68% par des propriétaires, à 31% par des locataires et 1% étaient logés gratuitement. Le taux de logements vacants était de 3.6%. (cf diagnostic POS p.12)</p>				X	x	

<p>Culture</p>				▲	<p>- Offre locale ... 3 structures importantes que sont le centre culturel de l'Espace Victor Hugo, la médiathèque et l'école de musique -associations qui participent à des actions dans le centre culturel : Nevez Amzer (conférences, Club photos (expositions)... -événements nombreux et variés tout au long de l'année -soutien aux artistes et créateurs locaux -événements culturels favorisant la mixité sociale et inter-générationnelle</p> <p><u>Accessibilité des bâtiments culturels :</u> - Plusieurs salles polyvalentes sur la commune : centre ville et quartier de l'Iroise (500.m du centre), - Cinéma privé à 4.km du centre, - Médiathèque avec une petite salle de théâtre au centre ville, - Théâtre de St Brieuc à 6.km du centre de Ploufragan.</p> <p><u>Autres actions :</u> -Accès gratuit aux nouvelles technologies</p>			X	x	x
<p>Autres actions sociales</p>				▲	<p>- Contrat de ville de 1999 à 2006 ; - Contrat urbain de cohésion sociale depuis 2007 Accueil et animation du centre social : accompagnement des familles, animation autour de la parentalité, le cadre de vie (semaine Bleue, carnaval ...), la santé et l'emploi <u>Jardins familiaux</u> : En cours de réalisation une première tranche de 7 jardins familiaux, Suivront 2 autres tranches <u>Aide sociale facultative du CCAS</u> (divers types d'aides existant : secours, chèques d'accompagnement personnalisé, bons d'achat, avances remboursables, coupons de TUB à tarifs réduits) Concernant l'aide facultative, le CCAS est intervenu en 2008 auprès de 284 familles, 277 en 2007, 246 en 2006, 239 en 2005, 197 en 2004. Mise à disposition d'une assistante sociale pour écouter, renseigner et accompagner les personnes rencontrant des difficultés.</p>			X	X	
<p>La commune a bien intégré la dimension "solidaire" et sociale du développement durable à l'ensemble des ses actions et politiques publiques. Plusieurs dispositifs permettent de répondre aux besoins des populations dépendantes Prise en compte des populations dépendantes (personnes âgées, handicapées et petite enfance), à travers des structures adaptées (CCAS, EHPAD). R : un guide proposé aux personnes handicapées R : mixité et répartition des logements sociaux à poursuivre</p>										

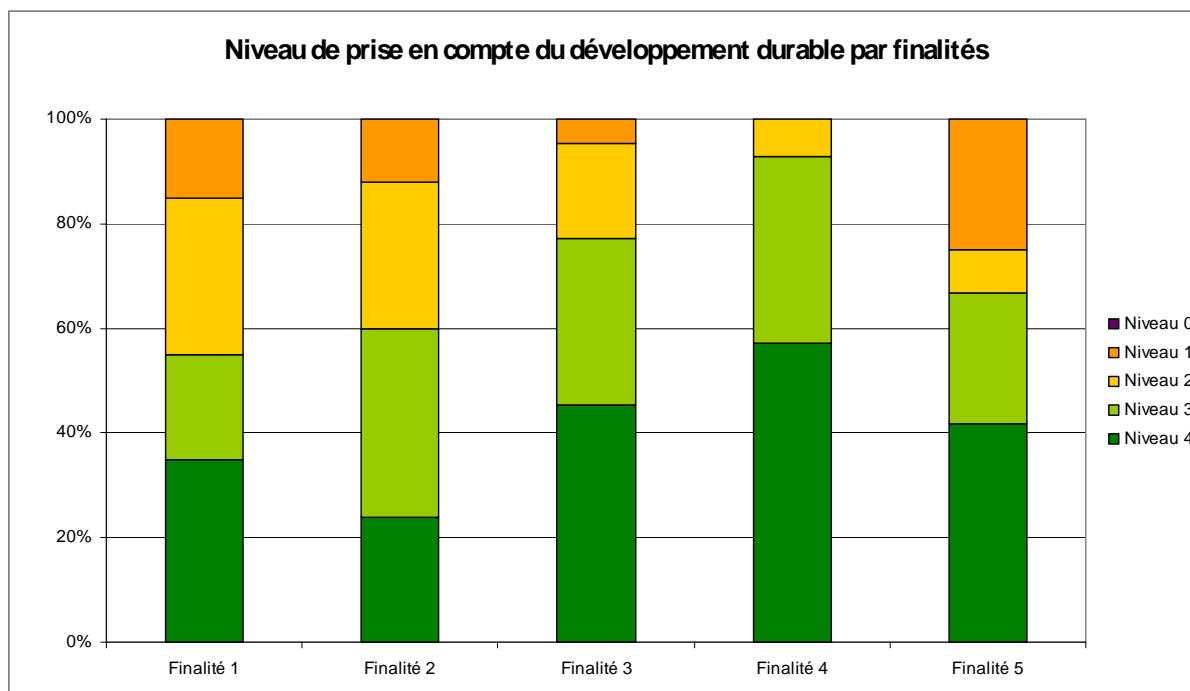
PA TRIMOINE	Eau : réduction des consommations / récupération				▲	Projet d'extension du centre technique municipal avec récupérateur d'eau de pluie Toilettes publiques avec récupération de eau de pluie.		X				X
	Maîtrise énergétique				▲	Amélioration du bâti ancien : - Diagnostic de performance énergétique des bâtiments > à 1000m ² réalisé en 2008 - suite au DPE réalisé en 2008, un bâtiment sportif va bénéficier d'un diagnostic énergétique par un thermicien de l'agglomération. Une somme a été budgétée sur le mandat pour réaliser des travaux sur ce bâti. - Autres actions menées depuis 20 ans : isolations de combles réalisation de faux plafonds isolants acoustiques et thermiques, remplacement d'éclairages incandescents par fluos, détecteurs de présence sur éclairages de circulations, sanitaires, remplacement de chaudières anciennes par chaudières basse consommation, équipement douches et lavabos de boutons poussoirs économiques, programme de remplacement de menuiseries simple vitrage bois par menuiseries isolantes PVC, de mise aux normes électriques depuis une quinzaine d'années, - Bâti récent et réhabilitation : Environ 1/3 du patrimoine bâti est récent (neuf ou réhabilité depuis 2000), La construction du bâtiment Petite Enfance / Centre Social pour le CCAS intègre des actions visant à limiter les consommations (orientation, isolation par l'extérieur par laine de roche et enduit armé, panneaux solaires pour eau chaude sanitaire, chauffage par système poutre climatiques). Autre : revêtement de sol recyclable de type MARMOLEUM à structure bois sur ce chantier et d'autres		X				X
	Energie renouvelable		▲			Pas d'énergie renouvelable produite sur le territoire communal > La commune est hors du territoire de la ZDE..... Pas de photovoltaïque mais projet d'extension du centre technique municipal intègre des cellules		X				X
	Eclairage public					▲ - Pose d'horloges astronomiques et mise en place d'ampoules à basses consommations - Sectorisation de l'éclairage deux secteurs d'éclairage (Permanent et semi permanent). - Modification et limitation des horaires d'éclairage : pas d'éclairage de la mi juin à la mi août, et début d'éclairage à 6h00 au lieu de 5h00 et s'éteint à 23h00. La consommation annuelle est de 931 MWh pour un coût de 74588 euros TTC. Le coût de fonctionnement est identique aux autres années malgré l'augmentation des tarifs EDF		X				X
Des premières actions en matière de maîtrise de l'énergie et d'économie des fluides sont à noter, mais pas encore de vision d'ensemble. Investir davantage dans le développement de la production d'énergies renouvelables (notamment panneaux solaires)												

4 – Conclusions



Ploufragan se distingue par une majorité de thématiques plutôt bien traitées voire traitées de manière exemplaire (niveau 3 et 4 sur le graphique ci-dessus).

Quand on croise le niveau de prise en compte des différentes thématiques (colonnes « degré d'aboutissement » à gauche du tableau Excel) avec les 5 finalités du développement durable (colonnes de droite), on peut dresser un portrait rapide de la contribution de l'action de Ploufragan aux enjeux de développement durable.



On peut noter que les finalités dites « sociales » (3 et 4) recueillent un maximum de niveaux bons voire très bons de prise en compte, signe d'un investissement important de la commune dans ce

domaine (voir plus loin les points forts / points faibles). En revanche, le bilan est un peu plus mitigé sur les finalités environnementales, pour lesquelles des actions ont été engagées mais l'essai reste à transformer...

Principaux points forts :

- une action volontariste sur les déchets, en compléments des actions de SBA
- Un travail intéressant en matière de planification, d'urbanisme, à valider quand le PLU sera finalisé
- Un bon niveau d'équipement et des actions intéressantes en faveur des personnes âgées et de l'enfance / jeunesse.
- Un dynamisme culturel
- Un traitement intéressant & économe des éclairages publics

Principales marges de progrès :

- une mobilisation très limitée en matière de production d'énergie renouvelable
- des modes doux encore peu développés, malgré une volonté évidente de progresser. A suivre notamment dans le cadre du travail de SBA

Recommandations en termes de stratégie développement durable :

- la direction prise semble la bonne
- A priori la municipalité a les moyens et l'ambition nécessaires pour réaliser son propre Agenda 21 ou a minima un projet complet de développement durable (sans rechercher nécessairement la labellisation).
- Ploufragan peut notamment mettre en avant son exemplarité en termes d'actions en faveur des publics jeunes et/ou âgés ou sa dynamique culturelle et être en quelques sorte un des « chefs de file » du territoire de l'Agglomération sur ces sujets. Les autres communes pourraient bénéficier de ce savoir-faire.
- A contrario, outre les points évoqués ci-dessus, la Ville devra progresser en termes de concertation avec les habitants et devra systématiser l'intégration de critères environnementaux et sociaux à ses actions et ses relations aux autres acteurs. Il s'agit non seulement de la politique d'achat mais aussi des nombreuses relations aux associations et aux entreprises du territoire, plus denses qu'ailleurs : il s'agit là d'un levier intéressant pour diffuser le développement durable sur le territoire de Ploufragan.